



REVUE DE PRESSE

Jeudi 27 avril 2017

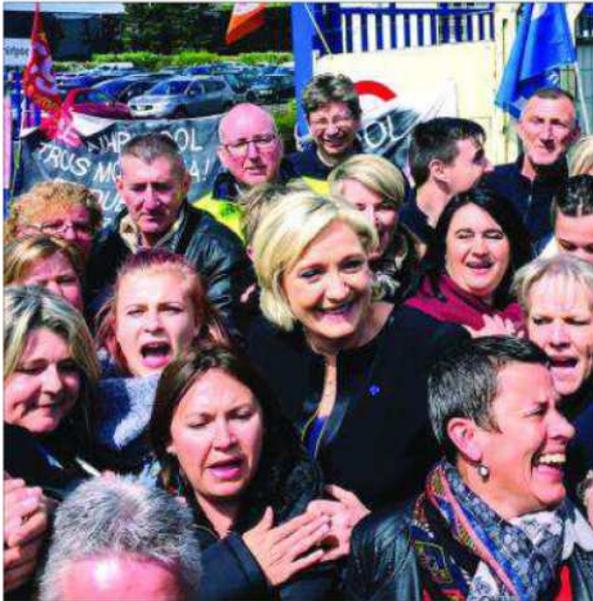


PRÉSIDENTIELLE

Macron-Le Pen, la bataille de Whirlpool



Les deux candidats sont allés tous les deux à l'usine Whirlpool d'Amiens, promise à la fermeture. **Page 32**



Marine Le Pen, qui a nié «faire un coup médiatique», s'est fait photographier aux côtés de salariés faisant des selfies.

Photos AFP

■ Les deux candidats se sont rendus hier à l'usine Whirlpool d'Amiens, promise à la fermeture
■ Marine Le Pen, qui n'avait pas annoncé sa venue, a été accueillie par des sourires et des selfies
■ Emmanuel Macron par des sifflets.



Accueilli par des sifflets et des «Marine présidente», Emmanuel Macron a eu un échange vif, parfois tendu, avec des salariés de l'usine qui va être délocalisée en Pologne.

Duel surprise Le Pen-Macron

La campagne de second tour de l'élection présidentielle s'est accélérée hier avec la visite surprise de Marine Le Pen sur le site Whirlpool d'Amiens. Celle-ci s'est rendue à la mi-journée sur ce site promis à la fermeture, pendant que, à quelques kilomètres de là, Emmanuel Macron s'entretenait en ville avec des délégués syndicaux de l'entreprise. «Je suis là au côté de salariés, sur le parking, pas dans des restaurants amiénois», a déclaré à la presse Marine Le Pen, qui a nié «faire un coup médiatique». Accueillie par des sourires, elle s'est fait photographier pendant une dizaine de minutes avec des salariés, certains en pleurs, enchaînant les selfies.

Le candidat d'En Marche! a répliqué du tac au tac, annonçant sa visite dans l'après-midi auprès des salariés, en compagnie des représentants de l'intersyndicale. «Mme Le Pen fait de l'utilisation politique, puisqu'elle va haranguer des militants politiques sur un parking», a-t-il dit. Il a été accueilli par des sifflets et des «Marine présidente», alors que des militants FN étaient restés sur place, avant

de dialoguer pendant plus de 40 minutes avec des salariés.

«La fermeture des frontières, c'est une promesse mensongère», a notamment mis en garde le candidat, en leur promettant de revenir «rendre compte», en présence du journaliste François Ruffin, candidat de La France insoumise dans cette circonscription aux élections législatives.

”

Ne vous trompez pas, c'est elle qui me court après et elle courra longtemps.

Emmanuel Macron a ensuite multiplié les attaques contre Mme Le Pen. «Le Front national a les pires pratiques de l'Ancien Régime. Mme Le Pen est l'héritière de ce système, elle est née dans un château et elle donne des leçons, elle se prétend du peuple», a-t-il tonné lors d'un meeting à Arras, devant environ 3.000 personnes.

Auparavant, à l'occasion d'une visite à Bully-les-Mines (Pas-de-Calais), où Marine Le Pen a obtenu 41% des voix au premier tour, il a promis qu'il ne laisserait «pas un centimètre d'espace, pas une seconde de répit, pas une once d'énergie» à la candidate du FN. «Elle m'a couru après à Amiens, elle n'est restée qu'un quart d'heure. Moi je suis resté une heure et demie avec l'intersyndicale et plus d'une heure avec les salariés. Donc ne vous trompez pas, c'est elle qui me court après et elle courra longtemps», a-t-il raillé.

Mélenchon ne fera pas connaître son choix

Ce chassé-croisé fait monter d'un cran l'intensité autour de cette campagne de second tour. Les équipes des deux candidats ont présenté hier matin les affiches et slogans de cette nouvelle phase: «Ensemble, la France!» pour Macron, «Choisir la France» pour Le Pen, chacun en veste bleue.

Emmanuel Macron a essuyé une nouvelle salve de critiques pour son début de campagne d'entre-deux tours. «Je crois qu'il a pensé qu'il

était déjà élu. (...) Ce n'est pas si simple que cela», a dit le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis. François Hollande a demandé aux membres du gouvernement de «s'engager pleinement dans la campagne».

À droite, François Baroin s'est dit «absolument convaincu» de pouvoir remporter les législatives et d'imposer une cohabitation à Emmanuel Macron si celui-ci accède à l'Élysée. François Baroin a mis en garde contre ceux qui, chez Les Républicains (LR), iraient «à la soupe pour un petit poste» dans un gouvernement Macron.

Les Républicains continuent par ailleurs de se diviser sur l'attitude à adopter avant le 7 mai. Alain Juppé, qui appelait à un choix clair en faveur de Macron, a été rejoint par Nicolas Sarkozy, convaincu que le projet de Le Pen «entraînerait des conséquences très graves pour notre pays et pour les Français».

Jean-Luc Mélenchon, lui, a fait savoir qu'il ne révélerait pas, malgré les critiques, son choix de vote au second tour, quel que soit le résultat de la consultation engagée auprès des militants de La France insoumise.

Télescopage de campagne à Amiens

En improvisant ou presque, bisous et selfies hier matin sur le parking des «Whirlpool» d'Amiens, Marine Le Pen pensait avoir réalisé le coup fumant de cette campagne. Elle, «la fille du peuple», allait à la rencontre des ouvriers à la différence de son adversaire «ami de la finance» coincé au même moment en ville avec les syndicalistes de l'usine en grève. À manier le contre-pied dans l'art de communiquer, on peut se prendre les pieds dans le tapis. Poussant Emmanuel Macron dans l'enceinte de l'usine, Marine Le Pen lui a simplement offert en direct et en couleurs la séquence qui manquait à sa première semaine d'entre-deux tours, jusque-là un peu plan-plan. Pendant plus d'une heure au contact des grévistes, des militants frontistes et des mélenchonistes, Macron a déjoué dans une indescriptible mêlée le guet-apens qui lui était tendu. Il ne s'agissait pas de convaincre à son profit des ouvriers qu'une entreprise sans scrupules laisse tomber. Il lui fallait simplement montrer qu'un candidat à la présidence de la République pouvait comprendre leur colère, leur parler et forcer leur respect le temps d'une rencontre improvisée. Macron a réussi l'épreuve avec mention.

Plus intéressant que le choc des images, le match des idées. Le Pen se cherche une stature de présidente mais elle ne peut que mentir à tous ceux que la mondialisation de l'économie menace de laisser sur le carreau. Qui peut croire qu'on peut retenir les usines en France en fermant nos frontières, en nationalisant au fil de l'eau ou en le décidant purement et simplement par décret? Macron lui-même n'a pas été le plus convaincant quand il a mis en avant, au milieu des grévistes, des représentations possibles contre les marques qui se conduiraient mal.

Pour le toujours favori du deuxième tour, celui pour qui voteront Hollande et Sarkozy, la bataille d'Amiens annonce des combats difficiles pour les prochains dix jours, loin de la campagne tranquille dont il pouvait rêver. Mélenchon a sabordé d'entrée le «front républicain» qui aurait conduit à un plébiscite. Pour faire partager son optimisme combattant à plus de la moitié des Français, Emmanuel Macron va se heurter à un mur.

C'est dit

” Il y en a qui se réveillent avec la gueule de bois, grand bien leur fasse. Ils n'avaient qu'à s'activer avant.

Emmanuel MACRON,
candidat
d'En Marche!

Emmanuel Macron n'a guère apprécié que François Hollande lui fasse la leçon à propos de sa petite sauterie à La Rotonde pour fêter sa victoire dimanche soir. «Ce n'est pas rien que l'extrême droite soit au deuxième tour [...] Il convient d'être sérieux et mobilisé. Un vote ça se mérite, ça se conquiert, ça se porte», lui avait adressé indirectement le Président.

Les Français de l'étranger plébiscitent Macron

Plus de **1,2 million** de Français établis à l'étranger étaient appelés aux urnes dimanche dernier.

55,72% d'entre eux se sont abstenus
(contre 22,23 % en France)



Emmanuel Macron

40,4%



François Fillon

26,3%



Jean-Luc Mélenchon

15,8%



Benoît Hamon

6,9%



Marine Le Pen

6,5%



N. Dupont-Aignan

1,6%



F. Asselineau

1,0%



P. Poutou

0,6%



J. Lassalle

0,6%



N. Arthaud

0,2%



J. Cheminade

0,2%

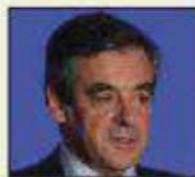
(Source: Ministère des affaires étrangères)



ETATS-UNIS

51,3%

(sur 45.900 suffrages exprimés)



RUSSIE

44,28%

(1.714 suffrages exprimés)

SYRIE

74,42%

(43 suffrages exprimés)



VENEZUELA

6,85%

(sur 569 suffrages exprimés)



BIELORUSSIE

27,42%

(sur 62 suffrages exprimés)

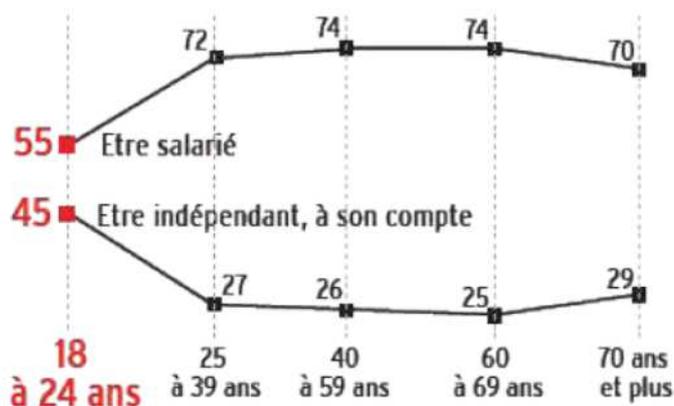
Pour les jeunes, le salariat n'est plus le Graal

” La réussite pro n'est plus une finalité, les jeunes veulent aussi préserver leur vie privée.

Près d'un jeune sur deux trouve l'indépendance plus enviable que le salariat



Idéalement, quelle situation trouvez-vous la plus enviable ?
Être salarié / être indépendant, à son compte (en %)



Source : CREDOC

Pour vous, avoir une activité indépendante, par rapport à être salarié, c'est avant tout ? (en %)

Avoir plus de liberté



Avoir moins de sécurité



Pouvoir adapter son travail à sa vie privée



Echapper à la dureté des entreprises



Être soumis à une forte pression liée aux attentes des clients



Travailler beaucoup, avoir moins de temps pour sa vie privée



INFOGRAPHIE CL

Entrez dans une entreprise. Y faire toute ou partie de sa carrière. Avoir un salaire fixe et assuré tous les mois. Une bonne protection sociale. Depuis des années, les Français estimaient largement qu'être salarié d'une entreprise était bien plus enviable que d'être à son compte. Pour les moins de 25 ans d'aujourd'hui, c'est loin d'être une évidence. C'est ce que montre une étude du Credoc, Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie, qui vient de paraître.

Les 18-25 ans sont 45% à penser qu'être à son compte est plus enviable qu'être salarié, contre 25 à 26% pour les 25-69 ans. Une tendance que confirment la plupart des acteurs locaux de l'emploi et de l'accompagnement à la création d'entreprise. «Les jeunes nous posent de plus en plus de questions sur la création d'entreprise, sur les démarches à effectuer», constate Françoise Labussière, directrice du centre information jeunesse d'Angoulême. Au-delà de ceux qui veulent

créer par défaut car ils ne trouvent pas d'emploi, beaucoup le font par envie d'entreprendre, par passion.» «La majorité des créateurs que l'on parraine ont moins de 30 ans», décrit Marc Barbara, du club Entrepreneurs 16. Une donnée que tempère la CCI qui, si elle confirme la tendance d'une attraction croissante des jeunes pour le statut d'indépendant, rappelle qu'en 2016 les moins de 25 ans ne représentaient que 3,1% des immatriculations d'entreprises, contre 17% pour les 25-39 ans, 55% pour les 40-59 ans et 15% pour les 60 ans et plus.

«Ils ont besoin de trouver du sens»

«Les jeunes d'aujourd'hui ont un esprit de liberté et une envie d'autonomie plus forte, décrit Benoît Villat, responsable du pôle création-reprise-transmission à la CCI d'Angoulême. Les nouvelles générations n'ont plus la même vision de la hiérarchie. Elles ont besoin de reconnaître la compétence de leurs supérieurs, il n'y a plus d'autorité de droit. Ils ont également besoin de trouver du sens, de comprendre ce qu'ils font. Comme les entreprises actuelles ont du mal à s'adapter à ces nouveaux besoins, les jeunes vont chercher ailleurs un modèle qui leur correspond davantage: dans l'entrepreneuriat.»

Il l'a également constaté, les objectifs ont changé. «Avant, la réussite professionnelle à elle seule était une finalité. Plus pour les jeunes. Eux, veulent aussi préserver, aménager leur vie privée.» Un ressenti qui va dans le sens des résultats du Credoc. Les moins de 25 ans voient dans l'indépendance «plus de liberté» (47%), «le pouvoir d'adap-

ter son travail à sa vie privée» (33%), mais ne l'associent plus à l'insécurité (21%), à une forte charge de travail (24%) ou une forte pression des clients (8%).

Le numérique facilite la donne

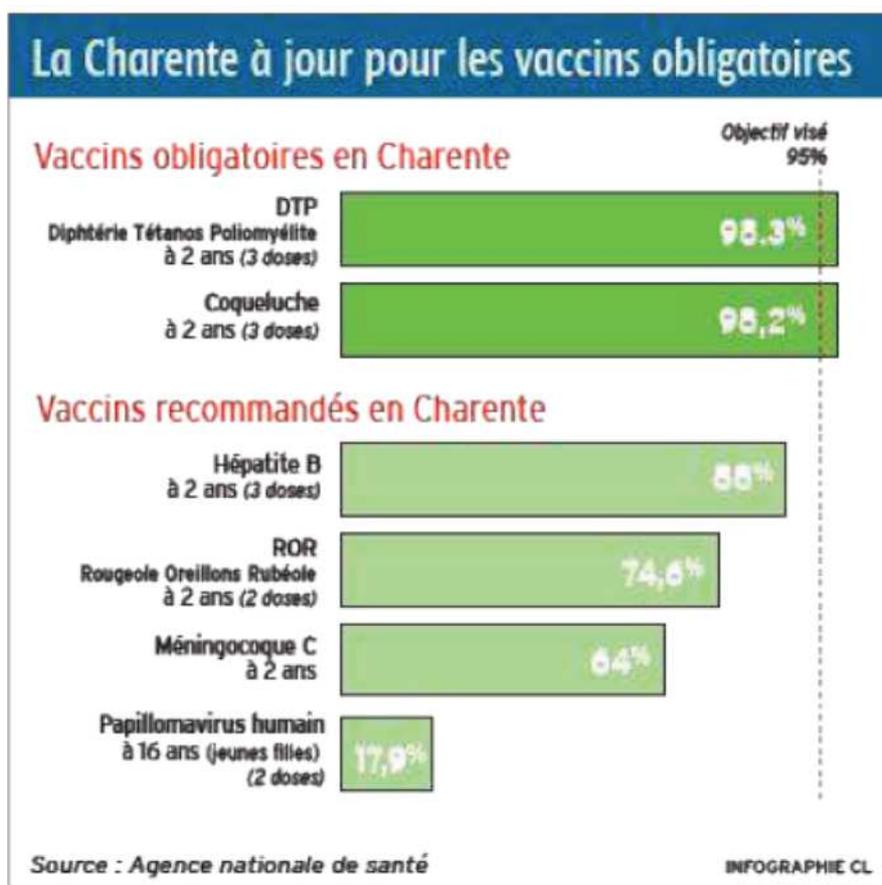
«Nous accueillons beaucoup de jeunes qui, depuis la sortie du cursus scolaire, n'ont réussi qu'à multiplier les expériences en intérim, les petits contrats précaires. Pour eux, le salariat n'est pas associé à la sécurité de l'emploi, confirme Florence Berthaud, la responsable du dispositif d'accompagnement CréaJeunes de l'Adie, Association pour le droit à l'initiative économique. Alors ils se disent pourquoi ne pas prendre le risque d'entreprendre?» La spécialiste de l'accompagnement à la création

voit aussi défilé beaucoup de «diplômés qui ne trouvent pas d'emploi dans leur filière, vivent de boulots alimentaires et créent leur entreprise pour enfin travailler dans leur domaine d'activité».

Florence Berthaud comme Benoît Villat notent également que le développement du numérique a aussi contribué à changer la donne. «Beaucoup de jeunes se lancent dans le développement web, la création numérique, sans avoir besoin d'apport financier initial», décrit l'accompagnatrice de l'Adie. «Dans leur monde, tout va plus vite, ils ont l'habitude d'appuyer sur un bouton et d'obtenir», affirme Benoît Villat. Ils peuvent rassembler beaucoup d'informations en peu de temps, décider plus vite. À nous aussi d'évoluer pour les accompagner avec des outils adaptés, à leur rythme.»

Vaccins: la Charente pas si bonne élève

Malgré un taux de vaccination supérieur à la moyenne pour les vaccins obligatoires, la Charente est mauvaise élève pour ceux recommandés.



Le chiffre

17 570

C'est le nombre de demandeurs d'emploi catégorie A en Charente au mois de mars. Un chiffre qui augmente de 1,8%

par rapport à février, mais diminue de 3,9% si on compare à mars 2016. La tendance est la même à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine puisque l'augmentation sur un mois est de 2,2%. Sur un an, la diminution est de 0,8%. Si on prend le nombre de demandeurs en cumulant les catégories A, B et C, ils étaient 29 860 en mars. Un chiffre qui diminue de 0,2% par rapport à février et de 0,8% par rapport à mars 2016. En Nouvelle-Aquitaine, la baisse est de 0,5% sur un mois, mais ce chiffre a augmenté de 0,6% sur un an.

Agriculture

Gel: plusieurs exploitations viticoles touchées

Les épisodes de froid et de gel de ces derniers jours ont touché plusieurs exploitations charentaises. *«Nous commençons à avoir des remontées de viticulteurs à Fouquebrune, Torsac, Genté, Segonzac, Gensac-la-Pallue...»,* liste Xavier Desouche, président de la chambre d'agriculture. *«Peu de surfaces sont touchées à 100%, mais quelques-unes le sont à 50%. Nous avons tout juste amorcé le travail d'évaluation.»* Outre les viticulteurs, les céréaliers pourraient aussi subir l'impact du coup de froid.

«Pour les orges et les blés, le gel arrive au pire moment.» Xavier Desouche craignait pour la nuit dernière et celle à venir. *«Ils annoncent des températures très froides, 1 C° à 5 heures. On a tous peur.»* Ce lundi, le ministère de l'Agriculture a indiqué que les pertes dues au gel subies par les arboriculteurs pourront faire l'objet d'une indemnisation dans le cadre du régime des calamités agricoles à l'issue de la récolte 2017. Pour le secteur viticole, *«les pertes de récolte étant assurables, elles ne relèvent pas du régime des calamités agricoles, mais ce dernier pourra être activé, le cas échéant, pour les pertes de fonds si les dommages impactent la récolte 2018»,* a précisé le ministère dans un communiqué. En clair, dans le secteur viticole, des indemnités ne devraient pouvoir être versées que si les ceps de vigne eux-mêmes ont été tués par le gel, nécessitant des plantations nouvelles.

■ Anne-Marie Saivres

la présidente du Collectif interprofessionnel pour la défense des victimes de l'amiante et du travail (Cidvat), organisera la prochaine permanence de l'association mercredi 3 mai, à partir de 15 h, à la salle Sainte-Thérèse de Châteaubernard en lieu et place de la salle des Perrières où se tiennent généralement ces permanences.

Deux concours réussis



Les deux premiers concours de sport boules lyonnaises de la saison 2017, organisés par la Boule Gondevilloise, ont connu un beau succès. Dès le samedi après-midi, 15 doublettes mixtes ont disputé le concours «système Aurard» en 3 parties, dans un esprit très fair-play, sous l'œil vigilant de l'arbitre, Norbert Desouches. Avec des scores fort serrés, 4 équipes ont terminé invaincues, dont une seule avec 3 victoires. Palmarès 2017: 1/Lichtlin (Gondeville), une coupe ; 2/Paponnet (Gondeville), une coupe ; 3/Ribouleau (AS Verriers-Châteaubernard), une coupe ; 4/Vicenzotto (Mainzac) ; 5/Johnson (CB Cognac). Chaque féminine a reçu une rose. Dimanche, 31 doublettes (sur 32) venues de Dordogne, Haute-Vienne, Vienne, Chte-Mme et Charente, ont disputé le second concours du week-end, sous l'œil vigilant de Paulo Caneiro, arbitre. Au général, victoire de Lamoureux (Poitiers) qui remporte le challenge Sam Méchain, face à Johnson (CB Cognac) qui remporte le challenge Boule Gondevilloise. Au complémentaire, victoire de Berthomière (Limoges) qui remporte le challenge Gaston Plinet, face à Barat (CB Cognac) qui remporte le challenge Michel Couprie. Au concours «Loisirs», victoire de Rastau (AS Verriers), une coupe, devant Labrousse (Gondeville).

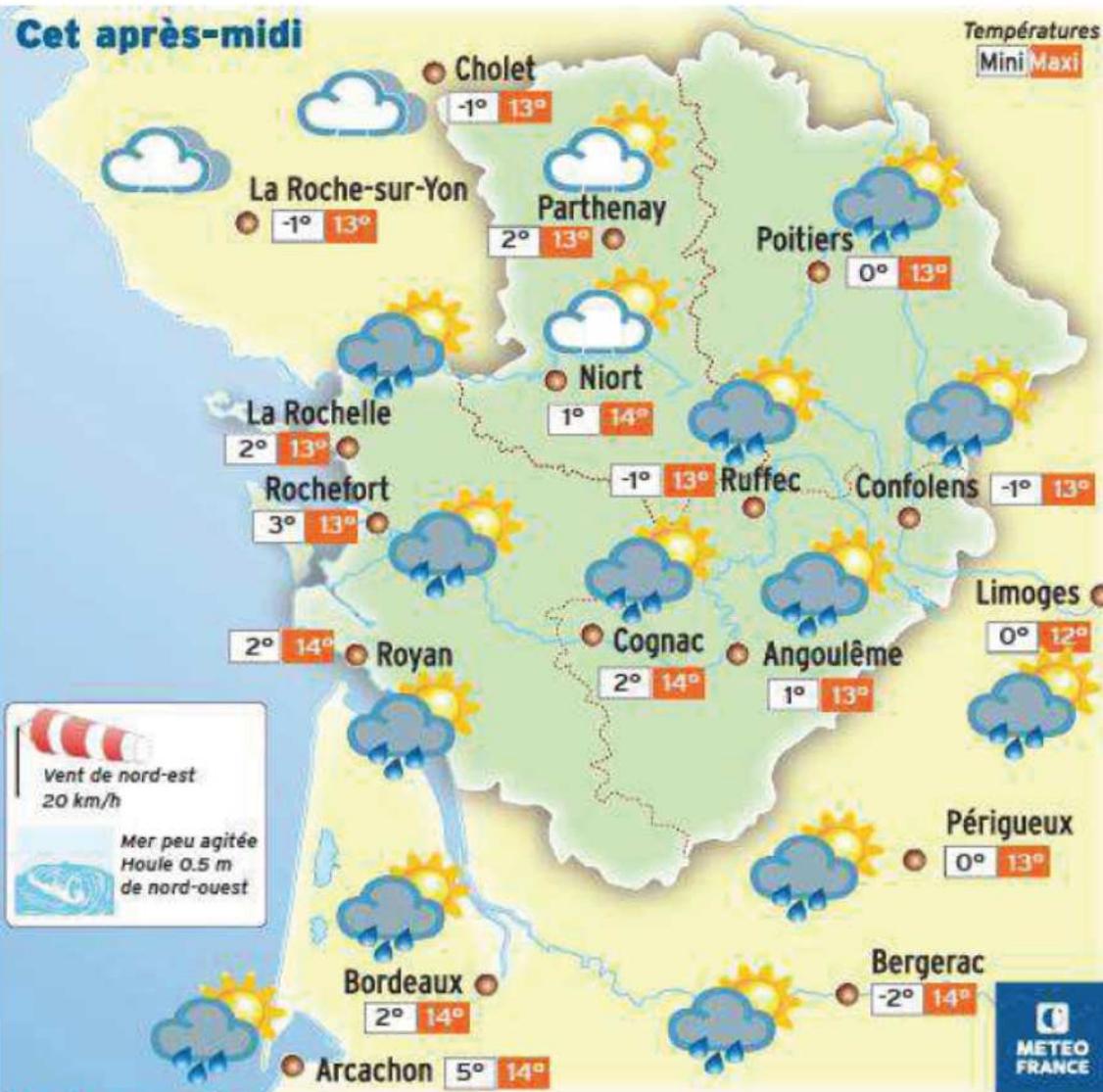
Départemental à Châteaubernard

C'est au boulodrome des Quillettes à Châteaubernard que les licenciés du sport boules lyonnaises se sont retrouvés pour disputer le qualificatif départemental simple M3 / M4. Le président de l'ASV Monsieur Jean-Jacques Vigeant et son équipe avaient tout mis en œuvre pour parfaire à une bonne organisation et de plus avec le soleil. Arbitre désigné: Francis Fleuranceau, délégué responsable: Josette Plinet. Début des jeux 10 h, parties jouées en poule En M3 de belles parties à noter l'élimination aux barrages de Rastau-Carrard-Gillet-Bagur. En 1/2, parties très serrées opposant Lacroix (Angoulême), Brotier (Cognac) et Doury-Soumagne (Angoulême). Brotier et Doury gagnent cette partie et se retrouve en finale voyant la victoire de Fred Doury face à Rod Brotier. M4: la aussi de belles parties mais aussi des surprises, à noter le bon parcours du jeune Cacaud et de Duval qui pour une première ne s'inclinent qu'en 1/8 de finale (Châteaubernard). Labrousse-Tabourin (Gondeville) Garreau-Goury (Isle D'Espagnac) en 1/2 après un parcours sans faute. Berthelot (Châ-



teaubernard) s'incline face à Couret Patrick (Gondeville) et Carneiro Jean-Paul face à Ludovic Bochin (Angoulême) en finale. Ludovic Bochin reste maître du jeu et s'impose face à Couret. les joueurs finalistes Doury - Brotier-Bochin-Couret sont qualifiés pour la finale ligue à Parthenay (CBD 79) pour gagner la place aux France. Après la remise de trophée par Monsieur Jean-Jacques Vigeant et Francis Fleuranceau, Josette Plinet remercie les organisateurs, les joueurs, pour leur bonne tenue générale. Elle donne rendez-vous samedi 29 avril, sur le même boulodrome à Chateaubernard pour la qualification à la ligue des AS 3e et 4e division où nous recevrons les équipes de Saintes, Bressuire, Poitiers, Angoulême.

Cet après-midi



Quelques ondées.

Après les éclaircies de la matinée, le temps redevient instable l'après-midi, quelques averses pourront encore se déclencher. Vent de Nord-Est faible à modéré, s'orientant Nord-Ouest l'après-midi, se renforçant sur le littoral.

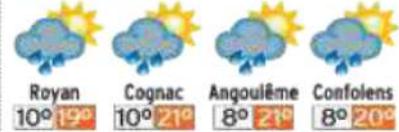
Vendredi



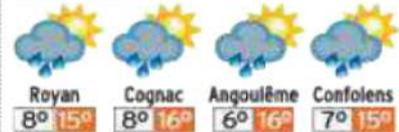
Samedi



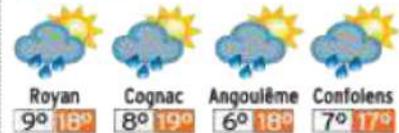
Dimanche



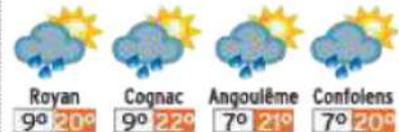
Lundi



Mardi



Mercredi



Région : le casse-tête des législatives

POLITIQUE Les 11 et 18 juin se jouera le 3^e tour de la présidentielle, qui décidera de la majorité avec laquelle le président élu gouvernera (ou pas). Tour d'horizon des points chauds dans la région, où la bataille des investitures fait déjà rage. . . **Pages 2 et 3**

TROISIÈME TOUR

Les résultats du 1^{er} tour de la présidentielle augurent de triangulaires, voire de quadrangulaires... Mais la barre sera très haute pour accéder au second tour. La bataille des investitures fait déjà rage dans la région. Tour d'horizon

BRUNO DIVE,
RÉDACTION PARISIENNE

Bien malin qui pourrait prédire la composition de la prochaine Assemblée nationale au vu des résultats du premier tour de la présidentielle. Avec une France éclatée en quatre blocs (sans oublier le PS de Benoît Hamon), sans alliance possible entre les deux tours, toutes les configurations sont possibles. D'une circonscription à l'autre, ce ne sera pas la même élection.

Sans doute peut-on prévoir une « vague » en faveur du président qui sera élu, comme ce fut toujours le cas depuis 2002, mais, s'il s'agit d'Emmanuel Macron, on ne connaît pas encore le profil des candidats d'En marche ! Tout juste sait-on qu'il n'y aura pas d'accord électoral avec les autres partis avant le premier tour, sauf avec le Modem de François Bayrou (lire ci-dessous) ; que ces candidats seront pour moitié des nouveaux venus en politique et pour moitié des députés sortants, LR, UDI ou PS, pour peu que ceux-ci acceptent de rallier EM d'ici au second tour de l'élection présidentielle.

Ajoutons qu'un fait nouveau va survenir dans ces élections : l'entrée en vigueur de la loi sur le cumul des mandats. Beaucoup de députés sortants, qu'ils soient de gauche ou de droite, vont privilégier leur mandat local (mairie, département...), ce qui va aussi contribuer au renou-

vellement du personnel politique. Et atténuer l'argument selon lequel les novices d'En marche ! ne feraient pas le poids face à des notables bien enracinés et expérimentés...

Pour se faire une idée de ces législatives qui auront lieu les 11 et 18 juin, il suffit de projeter le résultat du premier tour de la présidentielle dans chaque circonscription. Tout en sachant que ce sont deux élections

Un fait nouveau va survenir dans ces élections : l'entrée en vigueur de la loi sur le cumul des mandats

très différentes. Emmanuel Macron est arrivé en tête dans 230 circonscriptions, Marine Le Pen dans 216, Jean-Luc Mélenchon dans 67 et François Fillon dans 52 (1). Cela ne veut pas dire qu'il y aura autant de députés d'En marche !, du FN, etc. D'autant que le PS devrait obtenir un score supérieur à celui de Benoît Hamon ; idem pour Les Républicains par rapport à celui de François Fillon.

Une majorité En marche ?

Mais cela pourrait laisser présager d'un nombre important de triangulaires (225), voire de quadrangulaires (238), et donc presque autant de seconds tours imprévisibles. Sauf que... pour pouvoir se maintenir

au second tour, il faut avoir obtenu au premier 12,5 % des inscrits. Or, avec des taux d'abstention de plus en plus élevés d'un quinquennat à l'autre, la barre est placée très haut. Mettons que l'abstention atteigne 35 %, comme en 2002, l'année qui ressemble le plus à celle que nous vivons, il faudra plus de 20 % des suffrages exprimés pour pouvoir se maintenir.

Or, la gauche va partir très divisée, ce qui la promet à une élimination certaine en de nombreux endroits. Et si la droite préserve encore un semblant d'unité, elle est aussi très affaiblie. Le plus probable est que l'on assiste à une multiplication de duels entre candidats macronistes et lepénistes dans un grand nombre de circonscriptions. Emmanuel Macron a remporté plus de 25 % des suffrages dans 172 circonscriptions et Marine Le Pen dans 188 autres. Pour Fillon et Mélenchon, ces chiffres ne sont que de 44 et de 55...

Il est donc tout à fait possible que l'on se retrouve avec une majorité En marche ! à l'Assemblée nationale, où le principal groupe d'opposition serait celui du Front national. Mais beaucoup dépendra aussi du second tour de la présidentielle. Plus Marine Le Pen sera haut et moins la droite aura de chances de parvenir à cette cohabitation qui reste son dernier espoir.

(1) Il manque les 11 circonscriptions des Français de l'étranger.

La bataille des Hauts-de-France

PRÉSIDENTIELLE
2017 

Au chevet
de Whirlpool,
Marine Le Pen a surpris
Emmanuel Macron,
également en
déplacement à Amiens.



Macron rend coup pour coup à Le Pen

AMIENS Au prix d'une journée sous tension, hier, le leader d'En marche ! est entré pleinement dans son entre-deux-tours

**PRÉSIDENTIELLE
2017**

JEFFERSON DESPORT,
ENVOYÉ SPÉCIAL
j.desport@sudouest.fr

Si la journée d'hier a été mouvementée pour Emmanuel Macron dans les Hauts-de-France, elle lui a surtout permis de lancer pleinement son duel avec Marine Le Pen. Et de rappeler, à une semaine de leur grand débat télévisé de l'entre-deux-tours, tout ce qui les différencie.

Alors qu'il était venu à Amiens, sa ville natale, pour rencontrer, dans les locaux de la CCI, l'intersyndicale de Whirlpool, cette usine de 280 salariés vouée à être délocalisée en Pologne; au même moment, la fille de Jean-Marie Le Pen, elle, s'invitait sans prévenir sur le parking de cette entreprise spécialisée dans la fabrication de sèche-linge. Un coup de force éclair qui n'avait qu'un but : attaquer, à distance, son adversaire : « Quand j'ai appris qu'Emmanuel Macron venait ici et qu'il n'entendait pas rencontrer les salariés, qu'il n'entendait pas venir sur ce piquet de grève, j'ai trouvé que c'était une preuve de tellement de mépris que j'ai décidé de venir vous voir. » Si les représentants du personnel ont reconnu qu'ils n'étaient en aucun cas au courant de cette initiative, il n'en fallait pas plus pour bouleverser l'agenda de sa journée.

1 « Tu vas salir ton beau costume »

Une heure plus tard, Emmanuel Macron prenait à son tour le chemin de

l'usine Whirlpool, où les salariés, en grève depuis lundi, l'attendaient de pied ferme dans une ambiance électrique. Cerné par plus d'une centaine de journalistes et solidement entouré par son service d'ordre, il a été accueilli par des sifflets, des huées et aux cris de « Marine présidente ». Ou encore : « Tu vas salir ton beau costume », « Tu arrives trop tard », « Macron, le candidat des actionnaires »...

2 « Plus de journalistes que d'ouvriers »

Ce qui ne l'a pas empêché d'aller à leur rencontre. Le tout sous l'œil de l'équipe de tournage de « Envoyé spécial », l'émission de France 2, qui avait également installé son studio et ses imposantes caméras devant l'entreprise, dont l'entrée avait été barrée par un feu de pneus. La situation devenant ingérable et ses propos totalement inaudibles, l'intersyndicale a alors proposé de poursuivre ce semblant de discussion sur le site même. De manière à laisser la presse à l'écart. « Il y a plus de journalistes que d'ouvriers, il y a quelque chose qui ne va pas », s'agaçait un des Whirlpool. Ironie du sort, la direction du géant américain de l'électroménager avait refusé quelques jours plus tôt au leader d'En marche ! de les rencontrer à l'intérieur...

3 « Pas de promesses en l'air »

Néanmoins, à partir de là, la tension est retombée d'un cran. Face aux critiques et à leurs craintes de voir leur emploi disparaître, Emmanuel Macron s'est défendu de proférer « des promesses en l'air ». Traduction : pas comme Marine Le Pen. Devant eux et toute la presse agglutinée derrière les barrières, l'ex-ministre de l'Écono-



Une heure après la visite inattendue de Marine Le Pen, Emmanuel Macron rencontrait l'intersyndicale de Whirlpool.

PHOTOS OLEJEU NE/FRED DOUCHET

mie a pris trois engagements : trouver un repreneur crédible; ne pas homologuer un plan de sauvegarde de l'emploi qui ne serait pas à la hauteur; et, enfin, obtenir le remboursement de toutes les aides publiques accordées. Insuffisant toutefois pour les rassurer pleinement. Alors qu'ils ne lui pardonnent pas de ne pas être venu les voir plus tôt. En clair, d'avoir attendu cet entre-deux-tours de la présidentielle. Et, plus encore, la visite surprise de Marine Le Pen quelques heures avant.

4 « Ne croyez pas à la fermeture des frontières »

Toujours est-il que si les Hauts-de-France restent une terre frontiste par excellence, Emmanuel Macron les a exhortés à ne pas céder à de telles sirènes : « Ne croyez pas à la fermeture des frontières, je vous en conjure ! » Tout comme il a assumé ne pas avoir inscrit dans son programme l'interdiction des licenciements.

Difficile cependant à accepter pour ces salariés dont l'outil de production sera transféré en 2018 dans une commune polonaise où le salaire moyen

est de 450 euros par mois, comme ils le lui ont rappelé. Une perspective d'autant plus insupportable que, si la plupart d'entre eux ont plus de vingt ans d'ancienneté, ils ont aussi vécu la fermeture d'un autre fleuron de l'industrie amiénoise : Goodyear. Ici, Whirlpool est la casse sociale de trop.

5 « Aller à la rencontre des indécis »

Si Emmanuel Macron est loin de les avoir convaincus, pour son entourage, la séquence, en revanche, a été réussie, comme le soulignait son porte-parole Benjamin Griveaux : « Qu'est-ce que Marine Le Pen a dit aux salariés ? Rien. Ce n'était qu'un coup de com. Elle reste dans sa zone de confort. Ce n'est pas comme ça qu'on gagne une élection. »

Critiqué pour son attitude depuis dimanche soir et ses agapes à La Rotonde, le candidat d'En marche ! a repris hier le chemin du terrain. La stratégie pour les prochains jours est désormais arrêtée : aller à la rencontre des indécis et de tous ceux qui n'ont pas voté pour lui.

« Ne donnez pas vos espoirs au FN »



Hier soir à Arras. PHOTO G. LEJEUNE

ARRAS Après son passage à Amiens, Emmanuel Macron a tenu, dans la soirée, son premier meeting de l'entre-deux-tours à 60 kilomètres de là

Manifestement, les critiques formulées à son encontre depuis dimanche soir ont porté.

Attaqué pour s'être projeté un peu trop vite vers les législatives et avoir fait preuve d'une certaine légèreté en fêtant ouvertement son score du premier tour, il a singulièrement rectifié le tir. Et recentré l'essentiel de son propos contre son adversaire, Marine Le Pen. Délivrant un réquisitoire sans concession contre le Front national.

« M^{me} Le Pen se prétend du peuple mais c'est une héritière », attaque-t-il, ironisant sur le château de Montretout, la demeure familiale des Le Pen. Accusé par la gauche d'avoir donné le sentiment que ce second tour était

déjà joué, là aussi, il a répliqué : « La première des défaites, ce serait la victoire facile, la victoire donnée. Rien ne sera comme avant. Ce qui va se jouer dans les quinze jours qui viennent sera déterminant pour les mois et les années à venir. Car oublier un instant la force du Front national, la menace qu'elle représente, c'est se condamner demain à ne pas pouvoir présider, à ne pas pouvoir gouverner. »

« **Territoires de fracture** »

En clair, s'il l'emporte le 7 mai, pas question pour lui, qui veut recomposer la vie politique française en profondeur, de débiter son quinquennat avec un FN à 40 %. Face à cette

éventualité, Emmanuel Macron, qui est originaire de cette région des Hauts-de-France où le vote frontiste est si implanté, a averti : « Nous devons tous ensemble regarder ces territoires de fracture. Je n'en laisserai pas un à M^{me} Le Pen. » Et d'appuyer : « Elle veut faire vivre cette fracture politique, mais sans apporter de réponse. »

En conclusion, il s'est adressé à tous ces indécis qui pourraient être tentés par le discours de son adversaire : « Ne donnez pas vos espoirs au Front national, il les trahira. Ne lui donnez pas vos indignations, il s'en nourrit. »

Reste une question : pourquoi n'a-t-il pas dit tout ça dès dimanche soir ?
J. D.

CHARENTE

LR à contre-courant

« Je ne me vois pas voter Macron au second tour alors que j'ai eu du mal à voter Fillon au premier. » Membre du conseil national des Républicains, le Cognaçais Noël Belliot nage à contre-courant des élus de droite qui, dès dimanche soir, demandaient expressément à barrer la route au FN en votant Macron. Le sarkozyste Noël Belliot est persuadé que si la droite n'avait pas misé sur le mauvais cheval, elle serait encore bien placée pour la conquête de l'Élysée. « Le projet, celui que nous avons validé en juin 2016, est bon. L'important, ce sont les législatives. Il faut imposer une cohabitation au futur président. Le reste, ce n'est que du bricolage. »

L'ombre des affaires sur le FN

BRUXELLES Le Parlement a entamé le processus pouvant aboutir à une levée de l'immunité de Marine Le Pen.

La candidate refuse de répondre à la justice. Mais le FN est cerné par les affaires

Dans cette campagne, les affaires ne s'éloignent jamais longtemps. Hier après-midi, le Parlement européen a officiellement entamé le processus pouvant aboutir à la levée de l'immunité parlementaire de Marine Le Pen. La procédure, demandée par la justice française, qui souhaitait entendre la candidate dans l'affaire des emplois présumés fictifs d'assistants parlementaires européens, devrait prendre plusieurs semaines et a peu de chances d'aboutir avant les élections. Ce qui ne devrait pas déplaire à la présidente du FN.

Une vingtaine de collaborateurs

Devant la police anticorruption puis devant les juges d'instruction, Marine Le Pen avait choisi d'opposer la politique de la chaise vide à toute demande d'explication avant les échéances électorales. Cette stratégie lui a permis d'éviter à coup sûr une mise en examen avant le début du mois de mai. Mais elle n'a pas suffi à éloigner l'ombre des affaires de sa campagne.

Lancée dès 2014 par une lettre anonyme adressée à l'Olaf (Organisme antifraude de l'Union européenne) et dénonçant l'embauche à Bruxelles par Marine Le Pen de Catherine Griset, son chef de cabinet, et de son garde du corps, l'affaire des assistants présumés fictifs a pris de l'ampleur quelques mois plus tard. Le Parlement européen a signalé à la justice française le cas d'une vingtaine de collaborateurs que des eurodéputés FN faisaient rémunérer par Bruxelles tout en apparaissant dans le nouvel organigramme du parti. Dans ce dossier, Catherine Griset a d'ores et déjà été mise en examen pour « recel d'abus de confiance ». Marine Le Pen

Le chef de cabinet a d'ores et déjà été mis en examen pour recel d'abus de confiance

dénonce pour sa part un mauvais coup de Bruxelles destiné à l'affaiblir.

Le Parlement, de son côté, face au refus de l'eurodéputée de rembourser les sommes versées, a décidé de bloquer une partie de son traitement. Ce dossier est loin d'être le seul pour le parti frontiste, qui accumule les affaires financières. En 2016, la justice a également ouvert une enquête pour d'autres emplois suspectés d'être fictifs, cette fois au Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Le Front national est soupçonné d'avoir fait employer des collaborateurs par la collectivité afin, en réalité, de les faire travailler pour la campagne présidentielle de 2012.

L'un des salariés visés n'est autre que David Rachline, l'actuel directeur de campagne de Marine Le Pen. Lorsqu'il était censé travailler pour le groupe FN du Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, il était également conseiller municipal à Fréjus et permanent au siège du Front national à Nanterre ! L' élu a estimé que l'enquête était une « manœuvre » destinée à permettre sa « mise sur écoute »...

Financement des législatives

Le Parquet national financier a également ouvert une enquête sur une éventuelle sous-évaluation des patrimoines de Marine et Jean-Marie Le Pen auprès de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). Cette dernière estime que Marine Le Pen et son père auraient sous-estimé de plusieurs centaines de milliers d'euros chacun la valeur de leurs parts dans la SCI familiale détenant la villa de Montretout. Une interprétation que contestent formellement le père et la fille.

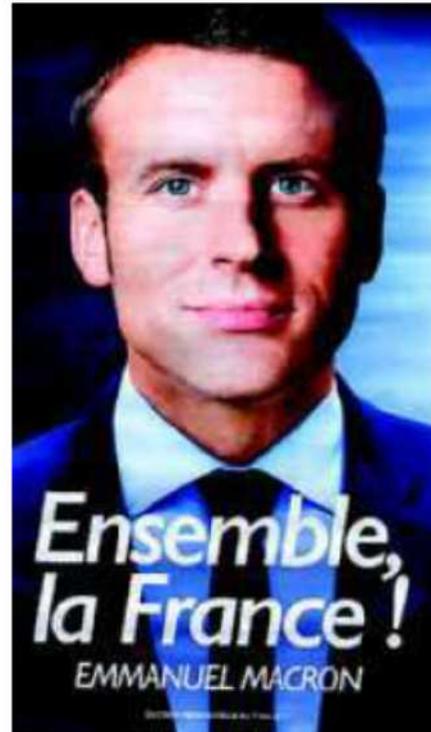
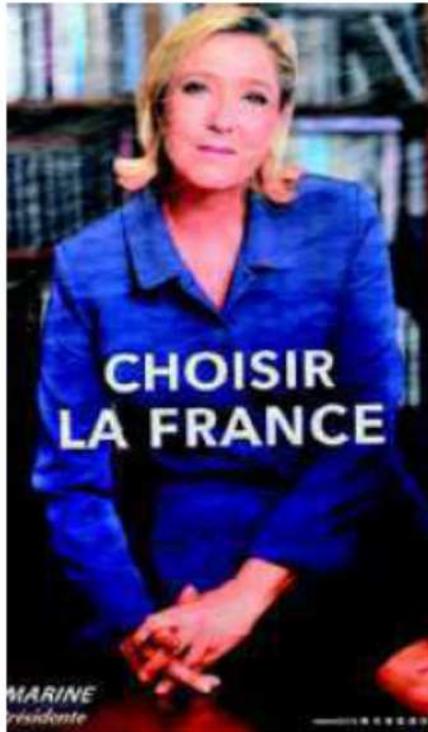
Un autre dossier vise le financement des législatives de 2012. Le mécanisme soupçonné par les juges aurait permis à la société Riwal, détenue par Frédéric Chatillon, un proche de Marine Le Pen et ancien du GUD (groupuscule d'extrême droite), de surfacturer des kits de campagne imposés à chaque candidat FN. L'argent était avancé aux candidats par le microparti Jeanne puis remboursé par l'État. Ce microparti empochait au passage de copieux intérêts. L'escroquerie présumée porterait sur plusieurs millions. Tous les protagonistes de cette affaire contestent avoir procédé à des opérations irrégulières.

Ce dossier comporte un second volet, toujours en cours, qui vise cette fois les campagnes d'après 2012. Il s'appuie notamment sur des informations de Tracfin (la cellule anti-blanchiment de Bercy), qui aurait repéré des flux suspects entre Jeanne, le FN et Riwal et d'autres sociétés, entre 2014 et 2016.

Le premier volet a déjà fait l'objet d'une ordonnance de renvoi. Les juges n'ont pas réuni d'éléments suffisants pour attester que Marine Le Pen avait participé à la mise en place de ces opérations en 2012. Mais ils ont renvoyé en procès le FN, en tant que personne morale, ainsi que des cadres du parti et des membres du premier cercle de sa présidente. Dont Jean-François Jalkh, qui devrait assurer l'interim à la tête du FN dans les semaines qui viennent.

SECOND TOUR

Les nouvelles affiches dévoilées



Qui dit campagne d'entre-deux-tours dit nouvelle affiche, et nouveau slogan. Les deux candidats en lice pour le second tour de l'élection présidentielle les ont dévoilés hier, et ils ont déjà fait le tour des réseaux sociaux. Emmanuel Macron joue la carte du rassemblement, avec le slogan « Ensemble, la France ! », pour Marine Le Pen, il s'agira de « Choisir la France ».

DÉBAT TÉLÉVISÉ

La présentation du débat de l'entre-deux-tours, le 3 mai, sera finalement confiée aux responsables des services politiques des deux chaînes, Nathalie Saint-Cricq (France 2) et Christophe Jakubyszyn (TF1).

COMMISSAIRE EUROPÉEN

Le commissaire européen à l'Agriculture, l'Irlandais Phil Hogan, a adressé hier une mise en garde aux agriculteurs français avant le second tour de la présidentielle, estimant qu'un vote pour Marine Le Pen était synonyme de « perte de revenu ».

« La finance ne panique pas »

PRÉSIDENTIELLE Président d'Alienor Capital à Bordeaux, Arnaud Raimon commente les élections sous l'angle des marchés financiers

« **Sud Ouest** » Que vous inspire cette présidentielle ?

Arnaud Raimon Elle a quelque chose de particulier par rapport aux précédentes campagnes, c'est sa potentielle capacité à déstabiliser les marchés et l'économie de par les prises de position et les programmes d'un certain nombre de candidats. Avant le premier tour, il y avait un scénario qui était clairement déstabilisant. Je pense notamment à l'éventualité, finalement écartée, d'un possible match final entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. Leur programme de déconstruction européenne jetait le trouble sur les marchés. Or, on sait que l'économie a une dimension psychologique. Les entreprises et les consommateurs n'aiment pas l'incertitude, les environnements nouveaux qui pourraient mettre l'investissement et la consommation entre parenthèses pour un temps.

Est-ce à dire que le scénario du premier tour rassure les investisseurs et les marchés ?

D'une certaine façon, oui, puisque les sondages vont dans le sens d'une victoire du candidat dont le programme ne fait pas preuve d'aventurisme économique, de protectionnisme, et surtout, ne repose pas sur une déconstruction européenne. La Bourse a finalement bien réagi au résultat du scrutin de dimanche soir.

Et elle ne redoute pas le second tour dans dix jours ?

Les marchés financiers seront de nouveau dans le doute au moment des législatives

EN TOUT CAS, la finance ne panique pas. Elle a des raisons objectives de ne pas le faire. Cette présidentielle s'inscrit dans un cadre général favorable. La croissance mondiale

attendue par le Fonds monétaire international s'élève à 3,5%. Le marché boursier estime que le risque de désengagement européen de la France, qui aurait eu des répercussions pour l'économie mondiale et les marchés, est désormais modeste. D'ailleurs, le CAC 40 à la Bourse de Paris a clôturé hier la séance en progression de 10 %, un

niveau qu'il n'avait plus atteint depuis janvier 2008.

Reste qu'il ne faut pas négliger la prochaine incertitude qui secouera les marchés financiers : quelle majorité parlementaire se dégagera des élections législatives et quelles conséquences sur la mise en œuvre du programme du locataire de l'Élysée ?

Il semble que le monde de la finance s'intéresse de près à cette présidentielle ?

Je rappelle que le marché économique européen est, par la taille, le premier du monde. On peut donc le dire, cette élection française est un événement planétaire sur le plan économique et financier.

Le chômage repart en forte hausse

SOCIAL Après la légère baisse de février, le nombre de demandeurs d'emploi enregistre sa plus importante progression depuis janvier 2013

Les derniers chiffres du quinquennat ne sont pas ceux dont François Hollande aurait rêvé. En ce début d'année, le chômage repart à la hausse. En France métropolitaine, il augmente de 1,3% sur un mois et de 1,2% sur trois mois. Sur un an, la tendance reste toutefois à la baisse avec une diminution de 0,9%. Fin mars, la France comptait ainsi 3,508 millions de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans aucune activité). Il s'agit de la plus forte hausse depuis janvier 2013. Selon le ministère du Travail, cette situation est essentiellement due au fait que de nombreux contrats courts n'ont pas été renouvelés, faisant basculer les demandeurs d'emploi des catégories B et C dans la catégorie A.

Si l'on ajoute aux demandeurs de catégorie A, ceux des catégories B et C (ayant exercé une activité réduite au cours du mois écoulé), le total des chômeurs inscrits à Pôle emploi atteint 5,503 millions en métropole. Soit une baisse de 0,2% par rapport au mois de février, mais une progression de 0,7% sur trois mois et de 0,9% sur un an.

Le marché de l'emploi continue notamment de se dégrader pour les seniors : +1% sur un mois, +3,7% sur un an. Mais les moins de 25 ans, qui ont connu des mois d'embellie, ne sont plus épargnés : le nombre de demandeurs d'emploi enregistre une hausse de 1,2% sur un mois. Sur un an, la courbe reste malgré tout bien orientée avec un recul de 5,8%.



Cette hausse du chômage serait due au fait que de nombreux contrats courts n'ont pas été renouvelés. PHOTO ARCHIVES MICHEL AMAT

Les chiffres dans la région

Le nombre de demandeurs d'emploi progresse plus vite en région qu'en France métropolitaine. À la fin du mois de mars la Nouvelle-Aquitaine totalisait 299 700 demandeurs d'emploi de catégorie A. Soit une progression de 2,2% sur un mois et de 1,7% sur trois mois. Sur un an, la baisse atteint 0,8%. Sur un mois, l'augmentation dépasse même les 3% dans trois départements de l'ex-Aquitaine : Pyrénées-Atlantiques (+3,1%), Landes (+3,3%), Lot-et-Garonne (+3,9%). Sur trois mois, la barre des +4% est atteinte ou franchie dans deux départements : Pyrénées-Atlantiques (+4%), Lot-et-Garonne (+4,7%). Dans les autres départements, les hausses restent de moindre ampleur : Charente (+1,8% sur un mois ; +0,5% sur trois mois), Charente-Maritime (+1,4% ; +1,5%), Dordogne (+2% ; +0,9%), Gironde (+2,4% ; +2,1%). Le nombre de demandeurs d'emploi des trois catégories A, B et C s'établit à 498 200, ce qui correspond à une baisse de 0,5% sur un mois, mais à une hausse de 0,4% sur trois mois et de 0,6% sur un an. Tous les départements de l'ex-Aquitaine enregistrent un recul, à l'exception des Landes, où le nombre d'inscrits à Pôle emploi augmente de 0,6%. Dans les deux Charentes, la tendance est également à la baisse sur un mois. Sur trois mois, tous les départements connaissent une progression, sauf le Lot-et-Garonne, qui bénéficie d'une toute petite baisse de 0,1%.

L'aide aux victimes étendue

SERVICE PUBLIC Les missions du service public de l'aide aux victimes ont été étendues hier : les comités locaux ne seront plus seulement chargés des victimes d'actes de terrorisme, mais également d'accidents collectifs, de catastrophes naturelles et de toute infraction pénale. Ces instances qui s'appelaient jusque-là « comités locaux de suivi des victimes de terrorisme » deviennent les « comités locaux d'aide aux victimes » (Clav), selon un décret publié hier au « Journal officiel ».

Cognac : la fougue

SPIRITUEUX Les ventes de jeune cognac d'entrée de gamme (VS) à travers le monde n'ont jamais été aussi fortes. Elles pèsent désormais plus de 1 milliard d'euros

L'université des eaux-de-vie prend de la bouteille

SEGONZAC Le Centre universitaire de la Charente a plusieurs nouveautés dans les tuyaux. Il veut donner de l'ampleur à l'antenne du Cognacais, qui va fêter son 30^e anniversaire

Au service des spiritueux

Le site de Segonzac abrite aussi le Centre international des spiritueux (CIDS), une association conçue pour faire de la veille sur cette catégorie. Au fil des ans, elle a développé un volet de formation continue spécifique au monde des spiritueux (connaissance des marchés, dégustation, etc.). Fondée en janvier, l'Association de promotion de la formation professionnelle et du développement des compétences (Afodec) intervient de manière complémentaire dans le domaine de la formation continue. Pour Jérôme Sourisseau, le développement passe par des partenariats. Il a en tête une nouvelle dénomination, « le centre international de Cognac-Segonzac ». Dans le même esprit, les différents acteurs charentais du secteur ont regroupé leurs formations sous l'intitulé « L'école supérieure des spiritueux ».

BD : le festival se tourne vers la justice

ANGOULÊME Le Festival de la BD a déposé des recours au tribunal administratif ciblant les collectivités pour « préserver ses droits »

Nouvel épisode dans l'émergence tumultueuse de la nouvelle association pour le développement de la BD à Angoulême (1), créée le 21 février. « Le Festival (association et 9^e Art+) a bien déposé des recours devant le tribunal administratif à l'encontre des collectivités (Ville, Département de la Charente, Grand-Angoulême et Nouvelle-Aquitaine). Mais c'est avant tout une mesure de prévention », explique Delphine Groux, présidente de l'Association historique du festival de la BD, confirmant l'information rapportée par « La Charente libre ».

« Pas de surenchère »

Fin mars, dans nos colonnes, la présidente « n'excluait pas (déjà) de mettre l'association sous la protection de la justice ». Motif invoqué : le sentiment « d'être mis sous tutelle » et de se faire voler la gouvernance du FIBD, exprimé, selon le festival, dans les délibérations des collectivités qui ont précédé la création de l'association présidée par Bruno Racine, et dans ses statuts. « Ce n'est pas de la surenchère », assure Delphine Groux, qui reconnaît au passage « des avancées importantes » depuis l'arrivée de Bruno Racine,



Delphine Groux : « Il s'agit d'une mesure de prévention ».

PHOTO ANNE LACAUD

en particulier sur la ligne artistique éditoriale. Alors pourquoi ce recours maintenant devant la juridiction administrative ? Sur la forme, pour une question de délai. « Le délai, pour contester une délibération, est de deux mois », précise le festival. Sur le fond, toujours la crainte de voir la gouvernance du festival préemptée. Mais,

précise Delphine Groux, sans « remettre en cause la volonté de nouer un contrat d'objectif avec les collectivités » qui, rappelons-le, apportent près de la moitié du financement festivalier et ont une attente légitime de transparence. « À tout moment, on peut retirer cette requête, ce qu'on fera si on a l'assurance que nos droits sont préservés », ajoute la présidente.

Comment réagissent les collectivités ? « Pas de réaction sans connaître le fond », répond Xavier Bonnefont, maire d'Angoulême qui, dit-il, « a découvert (hier) sur la plateforme l'existence de la requête sans avoir accès à son contenu ». François Bonneau, président du Département, déplore « la procédure aigüe de Franck Bondoux » tout en saluant « le gros travail » de 9^e Art+. Jean-François Dauré, président de Grand-Angoulême, rappelle qu'il n'a jamais été question d'intervenir dans la ligne éditoriale du festival. « Ce qu'il faut, c'est l'ancrer encore à Angoulême dans les décennies à venir », insiste l'élu.

Hélène Rietsch

(1) Elle regroupe collectivités publiques, organisations professionnelles et membres associés.

Jérôme Sourrisseau éteint l'incendie

POMPIERS Une réunion de médiation a eu lieu mardi soir à Jamac pour parler des problèmes soulevés par les jeunes sapeurs-pompiers (JSP). Il y a quinze jours, « Sud Ouest » révélait la grogne montant chez les parents des JSP à propos de ce qu'ils estiment des défailances dans le fonctionnement de l'instruction. Jérôme Sourrisseau y a répondu hier, pour « crever l'abcès et s'excuser des problèmes rencontrés » : « Concernant l'annulation du parcours sportif, je comprends que ça ait été mal vécu, mais en raison de la grève, il était plus prudent de procéder ainsi », détaille le président du Service départemental d'incendie et de secours (Sdis). Pour justifier l'absence de tenues adéquates, il renvoie à un changement de procédure : « Auparavant, les vêtements étaient systématiquement réformés après une période et donnés aux JSP. Désormais, pour des soucis d'économie, on ne change que les vêtements dont l'usure a été constatée.

Alors en juillet, le Sdis a commandé pour 40 000 euros d'équipement en faveur des JSP. Mais le fabricant, débordé, n'a toujours pas livré le nécessaire. Nous sommes victimes de ce prestataire. »

Les chiffres du chômage dans le département

SOCIAL En mars 2017, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) en Charente a augmenté de 1,8 % en un mois, s'établissant à 17 570 personnes. Ce nombre augmente de 1,7 % sur trois mois mais diminue de 0,8 % sur un an. Dans l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité a augmenté de 2,2 % en mars. Si l'on prend en compte l'ensemble des personnes sans emploi, avec ou sans activité, les chiffres du chômage sont en très légère baisse sur le mois de mars en Charente. Une décre de 0,2 % légèrement inférieure à la décre observée dans l'ensemble de la région (-0,5 %).

COGNAC

L'avenue de Royan bientôt rouverte



C'est un axe stratégique de l'entrée vers Cognac. L'avenue de Royan est sur le point d'être rendue aux automobilistes. Les travaux de réfection étant bientôt terminés, la double voie de circulation sera à nouveau rétablie. PHOTO JONATHAN GUÉRIN